

**La dixième lettre d'information (2020): Nous qui n'étions rien et sommes devenus tout, nous allons construire un monde nouveau et meilleur.**



© Jane Norling

Jane Norling, *Sistersongs*, Berkeley, Californie, 1975.

Chers amis, chères amies

*Pour Ernesto Cardenal (1925-2020), qui est parti distribuer des pamphlets clandestins dans le ciel.*

Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale.**

Le 8 mars 1917 (23 février selon l'ancien calendrier julien), une centaine de femmes des usines textiles de Petrograd décident de se mettre en grève ; elles se rendent dans les autres usines et appellent leurs camarades dans la rue. Rapidement, environ 200 000 ouvriers – avec à leur tête les femmes – ont défilé dans les rues. À bas la guerre », criaient-elles, et « pas de pain, pas de travail ». Cette grève a déclenché une cascade de protestations qui a fini par briser l'État tsariste et inauguré la révolution russe.



*Frauentag, Allemagne, 1930.*

Sept ans avant le début de la révolution russe, la marxiste allemande Clara Zetkin propose à la 2e Conférence internationale des femmes socialistes de Copenhague (Danemark) d'organiser chaque année une Journée internationale de la femme. Elle a choisi le 8 mars pour commémorer la « révolution de mars » de 1848 en Europe, lorsque les monarchies ont été contraintes d'accepter nominalement le suffrage universel. À partir de 1911, ce sont les femmes socialistes qui ont organisé des rassemblements et des manifestations le 8 mars dans le cadre de leur campagne pour le droit de vote, puis – après 1914 – pour mettre fin à la guerre. Elles ont fait face à une terrible répression, la plus dure peut-être dans l'empire tsariste. Elle ne les a pas arrêtées.

Lorsque toute la rédaction de *Rabotnitsa* (« La travailleuse ») fut arrêtée avant la manifestation du 8 mars 1914, Anna Elizarova – la soeur de Lénine – rassembla à la hâte quelques camarades, produisit le journal, puis veilla à la distribution de douze mille exemplaires ce jour-là. Pour ces femmes socialistes, la Journée internationale de la femme était une puissante réprimande contre la brutalité de la guerre et l'indignité du patriarcat. Au milieu des événements de 1917, Ekaterina Pavlovna Tarasova, organisatrice bolchevique, se souvient qu'une ouvrière lui avait dit : « Nous qui n'étions rien et sommes devenus tout, nous construisons un monde nouveau et meilleur ».



Clara Zetkin et ses camarades au 2e Congrès international des femmes communistes, Moscou, 1921.

En 1920, la dirigeante bolchevique Alexandra Kollontai a écrit que les femmes de la République soviétique avaient des droits et le droit de vote, mais que « la vie elle-même n’a pas absolument changé ». Nous sommes seulement en train de lutter pour le communisme et nous sommes entourées par le monde que nous avons hérité du passé sombre et répressif ». Ce qui nous attendait, c’était la lutte. L’année suivante, le 2e Congrès international des femmes communistes a fixé au 8 mars la date de la Journée internationale de la femme. Elle sera finalement **adoptée** – grâce au travail de la Fédération démocratique internationale des femmes – par les Nations unies en 1977. Les origines de cette journée remontent à des personnes comme Nina Agadzhanova, membre bolchevique du comité de rédaction de *Rabotnitsa*, qui a plus tard écrit le splendide film *Cuirassé Potemkine* ; elle a sauté devant un tramway le 8 mars 1917, a saisi les clés du chauffeur et a déclaré que la ville de Petrograd était en grève.



Pour développer le filon de la pensée féministe socialiste, notre équipe de Tricontinental : Institute for Social Research va publier une série d’études sur l’histoire des femmes dans nos luttes. Le livret d’ouverture, publié cette semaine pour commémorer le 8 mars, pose les bases de cette série de textes. Il propose une analyse des conditions de vie des femmes à notre époque et des luttes menées par les femmes contre les régimes d’austérité et de guerre. On y trouve des analyses détaillées, en provenance d’Amérique latine, d’Inde et d’Afrique du Sud, non seulement de la situation périlleuse pour la société mais aussi des formes d’organisation des luttes qui se sont développées en réponse à ces conditions défavorables. Comme l’écrit notre équipe, « nous sommes particulièrement intéressés par la mise en évidence des processus de résistance progressiste, féministe et de masse dans le Sud global et par l’identification des caractéristiques clés des luttes de notre temps, inspirées par l’héritage des femmes en lutte tout au long du 20ème siècle ». Lisez attentivement ce texte et partagez-le dans vos mouvements et dans vos réseaux. D’autres textes de cette série seront publiés dans les mois à venir.

Discours d'acceptation de Berta Cáceres, Prix Goldman pour l'environnement, 2015.

Il y a quatre ans, le 2 mars 2016, des tueurs à gages ont assassiné Berta Cáceres, qui était l'un des dirigeants du Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH). Cáceres et COPINH se sont battus contre la construction d'un barrage sur la rivière Gualcarque, dans l'ouest du Honduras. La société qui construisait le barrage – Desarrollos Energéticos Sociedad Anónima (DESA) – l'a combattue en utilisant toute la puissance de l'État hondurien. La police et l'armée honduriennes gardaient le site, et ce sont d'anciens membres des forces armées honduriennes qui ont assassiné Cáceres. Les preuves recueillies lors du procès de ces hommes ont montré la profonde complicité de l'État hondurien dans son ensemble, y compris du gouvernement actuel dirigé par Juan Orlando Hernández. En 2009, le gouvernement américain – avec l'oligarchie hondurienne – a renversé le gouvernement de gauche de Manuel Zelaya ; à sa place, ils ont mis les instruments préférés de l'oligarchie et des États-Unis, à savoir le Parti national d'extrême droite de personnes comme Hernández. Berta Cáceres a été tuée non seulement par ces tueurs à gages, mais aussi par les débris d'un coup d'État qui a instauré un gouvernement d'impunité.



J'ai récemment **parlé** à la fille de Berta Cáceres, Bertha Zúniga Cáceres, qui m'a dit que les quatre dernières années ont été difficiles pour elle personnellement et pour la COPINH, qu'elle coordonne maintenant. Les tueurs à gages ont été condamnés à la prison, mais les auteurs de l'assassinat – les propriétaires du DESA et les hommes de l'appareil d'État – n'ont fait l'objet d'aucune enquête ni d'aucune accusation. Mais ce n'est pas sur ce point qu'elle porte son attention. Avec le poids de la tradition féministe socialiste sur les épaules, Zúniga Cáceres se concentre sur le tapis rouge que le gouvernement d'extrême droite a placé pour que les sociétés transnationales puissent extraire des ressources et miner les droits du peuple hondurien. Il doit y avoir une « refondation du Honduras », m'a-t-elle dit.

L'assassinat de Berta Cáceres a eu lieu deux ans après que des hommes armés aient fait irruption dans la maison de Thuli Ndlovu, un dirigeant de la base sud-africaine Abahlali, Mjondolo. Les dirigeants politiques locaux de KwaNdengezi avaient des intérêts dans le développement du logement ; Ndlovu et Abahlali ont eu l'audace d'organiser les femmes travailleuses en une organisation politique pour faire face à leur pouvoir économique et politique. C'est pour cette raison que Ndlovu a été assassiné. Le lendemain, Abahlali a publié une **déclaration** percutante sur cet assassinat. Notre mouvement est choqué, mais pas surpris », ont-ils écrit. Nous avons accepté que certains d'entre nous meurent dans cette lutte. ... Nous sommes confrontés à une guerre. La lutte pour la terre et la dignité se poursuit ».

Il y a tant de noms à ajouter à la liste qui comprend Cáceres et Ndlovu.





Miguel Alandía Pantoja, *La educación*, 1960, el Monumento a la Revolución Nacional, La Paz, Bolivia.

Le président hondurien Hernández est entré dans son second mandat en 2018 suite à des allégations de fraude électorale qui ont suscité des protestations de masse dans tout le pays ; Hernández a répondu par des gaz lacrymogènes et des tirs réels. Personne au bureau de l'Organisation des États américains (OEA) n'a levé le petit doigt. Hernández, malgré toutes les enquêtes menées contre lui sur le trafic de stupéfiants, a les faveurs du gouvernement américain. Toute cette affaire de fraude électorale est désormais profondément politique, des organisations comme l'OEA étant armées pour saper les gouvernements de gauche. Une nouvelle **étude** menée par deux chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) montre qu'il n'y a pas eu de fraude lors des élections boliviennes de 2019 ; le rapport « préliminaire » de l'OEA sur ces élections a allégué une fraude, qui a été utilisée à la fois par le gouvernement américain et l'oligarchie bolivienne pour renverser le gouvernement d'Evo Morales Ayma. Morales est en exil en Argentine, l'extrême droite est au pouvoir en Bolivie, et Washington a envoyé ses équipes de l'USAID pour « surveiller » les élections (pour un briefing sur les élections en Bolivie, lisez notre **Alerte rouge n° 6**). Les conditions pour les élections du 3 mai sont terribles, avec des violences contre le parti de Morales, le Mouvement pour le Socialisme (MAS), structurées

dans le comportement de l'appareil d'Etat. Un fonctionnaire financé par le gouvernement américain qui a contribué à la sanctification des élections au Honduras – **Salvador Romero** – est maintenant en charge des élections en Bolivie.

### Qu'est-ce qui a déclenché la violence de la foule de droite à Delhi ? *People's Dispatch*, 28 février 2020.

Le 23 février 2020, les légions d'extrême droite, encouragées par les élus du parti Bharatiya Janata (BJP), se sont déchaînées contre les résidents musulmans du nord-est de Delhi. A ce jour, près de cinquante personnes ont été tuées et des milliers ont été blessées et déplacées. Les hommes ont défilé dans les rues en scandant des slogans violents, leur but étant d'intimider les musulmans en battant et en tuant des gens et en brûlant leurs maisons. La police de Delhi, contrôlée par le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi, est restée sur place, complice de cette terrible violence provoquée par la loi discriminatoire sur la citoyenneté du BJP.

### La Kerala LIFE Mission construit 200 000 maisons pour la population.

Pendant ce temps, au Kerala, où le Front démocratique de gauche est au pouvoir, le gouvernement – par le biais de sa Mission LIFE – vient d'inaugurer 200 000 maisons pour les sans-abri. Le ministre en chef et leader communiste du Kerala, Pinarayi Vijayan, a déclaré que son gouvernement a remis les maisons aux gens sans leur demander le nom de leur caste, de leur religion ou de leur citoyenneté. Ils ont seulement demandé, a-t-il dit, « s'ils avaient une maison à leur nom ».

Un côté de l'histoire brûle les maisons, un autre côté les construit.

### Les femmes en lutte, semant les graines de la résistance.

Du 5 au 9 mars, trois mille militantes participeront à la première rencontre nationale des femmes sans terre du Mouvement des travailleurs sans terre (MST) à Brasília. Elles seront là pour souligner qu'elles sont des femmes en lutte et qu'elles « sèment les graines de la résistance ». Le dernier jour de leur réunion, les femmes du Mexique se mettront en grève. Leur hashtag est #UnDíaSinNosotras – un jour sans nous.

Il y a une ligne droite qui va de la bolchevique Nina Agadzhanova aux femmes mexicaines qui arrêteront leurs propres tramways et marcheront dans leurs propres rues.

Cordialement, Vijay.

*\*Traduit par Alexandre Bovey.*